



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

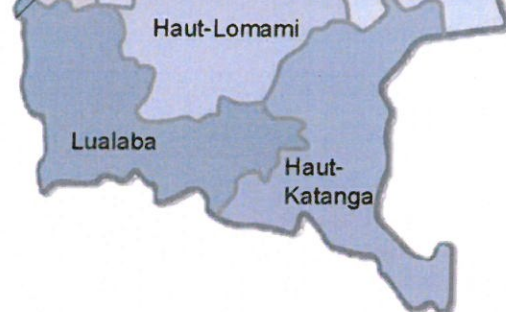
Centre d'Entrainement aux Méthodes d'Education Active au Congo « CEMEACO »

Membre de la Fédération Internationale des Centres d'Entrainement aux Méthodes d'Education Active
« FICEMEA »



PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA PAIX DANS LA PARTIE ORIENTALE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

Concerne : l'invasion et l'occupation des villes et territoires de la partie orientale de la République Démocratique du Congo par les forces armées Rwandaises (RDF) et ses supplétifs du Mouvement du 23 Mars (M23) et de l'Alliance Fleuve Congo (AFC).



1. FAITS

La présente note de plaidoyer a pour objet d'activer les solidarités au sein de la Fédération Internationale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (FICEMEA) et de porter à la connaissance des Gouvernements, des Diplomates, des Députés, des Acteurs de la société civile, des Eglises, des Universités, des Organisations socio-professionnelles des pays membres de l'Union Européenne, les Nations Unies et des Organisations Internationales ainsi que les hommes et les femmes épris de paix, de justice et d'amour sur la catastrophe humanitaire engendrée par l'invasion et l'occupation du territoire de la République Démocratique du Congo par les forces armées du Rwanda (RDF) et ses supplétifs du Mouvement du 23 Mars (M23) et de l'Alliance du Fleuve Congo (AFC).

En effet, depuis trois décennies, la partie orientale de la République Démocratique du Congo est en proie aux violences récurrentes. Les provinces de Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri subissent des cycles des violences qui ont causé la mort de près de 10 millions des congolaises et congolais et fait plus de 7 millions des déplacés internes dont 41 % sont des enfants en âge scolaire.

CEMEACO salue l'élan de générosité et de solidarité observé au niveau du Conseil de Sécurité des Nations Unies, des Etats et des Gouvernements, des Instances et des Organisations internationales qui ont condamné le Rwanda à la suite de l'invasion et de l'occupation de la partie orientale de la République Démocratique du Congo et principalement la ville de Goma contrairement aux principes fondateurs de l'Organisation des Nations Unies d'intangibilité des frontières et du respect de la souveraineté des Etats.

Voilà pourquoi CEMEACO prie les Etats, les Gouvernements, les Institutions et les partenaires à adhérer à notre **commune humanité** et exiger le retrait immédiat des forces armées rwandaises (RDF) et les troupes du Mouvement du 23 Mars (M23) et l'Alliance Fleuve Congo (AFC) de la partie orientale de la République Démocratique du Congo.

Dans les zones des conflits, les femmes et les jeunes filles sont victimes des violences sexuelles de la part de forces armées rwandaises (RDF) et du M23/AFC. Ajouter à cela l'exploitation éhontée des ressources naturelles, le pillage et la contrebande des minerais rares échappant à toute traçabilité et la destruction de la faune et de la flore endommageant considérablement l'environnement.

L'occupation récente de la ville de Goma, Chef-lieu de la province du Nord-Kivu en date du 27 janvier de cette année par les RDF et leurs supplétifs du M23/AFC a fait plus 3000 morts et occasionné 1 million des déplacés internes dans une ville de plus de 2 millions

d'habitants. Les enfants et les jeunes n'ont plus accès à l'éducation et aux services des soins.

2. ANALYSE

Ainsi, le tableau de désastre humanitaire causé par l'occupation des forces armées RDF et les troupes du M23/AFC se présente comme suit :

Les déplacements massifs des populations et conditions précaires :

- Afflux massif vers Goma, augmentant les besoins en abris, nourriture, eau potable et soins médicaux ;
- Les infrastructures humanitaires sont saturées, rendant l'accès aux soins de santé, à l'eau et à l'hygiène extrêmement limité.

L'accès humanitaire restreint :

- Interventions limitées aux secteurs de la santé, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement dans les zones des conflits occupées par les RDF et M23/AFC.
- Recours aux allocations financières et matérielles du Gouvernement Congolais et d'autres partenaires ; mais les besoins restent largement supérieurs aux ressources disponibles.

La fermeture des écoles :

- 1 483 écoles fermées, dont 1 235 à Goma.
- À Minova, 201 écoles ont cessé leurs activités, privant 42 000 élèves d'accès à l'éducation.
- Instruction du 23 janvier 2025 de l'autorité éducative du Nord-Kivu 1 ordonnant la fermeture des écoles et espaces d'apprentissage des sites de déplacés de Nyiragongo et Goma.

La privation d'éducation et les risques accrus pour les enfants :

- 493 461 enfants sont privés d'accès à l'école en raison du conflit.
- Les écoles sont utilisées comme abris pour les déplacés, rendant impossible la reprise des cours.
- L'absence d'éducation expose les enfants à des risques accrus, notamment, le recrutement forcé par les groupes armés, l'exploitation et les violences sexuelles, le travail forcé et l'exploitation économique, les traumatismes et la marginalisation sociale, les risques de décrochage scolaire explosent, menaçant l'avenir de toute une génération.

3. ACTIONS CONCRETES A MENER

CEMEACO fonde sa démarche à deux niveaux :

1. Un plaidoyer en faveur de la paix

CEMACO et les organisations partenaires de la République Démocratique du Congo sollicitent l'audience auprès des Hauts responsables de l'Union Européenne, du Parlement européen, de la Commission Européenne, de l'Union Africaine et des Mairies des Villes de France, Belgique, Italie, Suisse afin d'exiger le retrait des forces armées rwandaises (RDF) et des troupes du M23/AFC de la partie orientale de la République Démocratique du Congo et d'obtenir leur implication dans la recherche d'une paix durable.

2. Une assistance humanitaire immédiate et une prise en charge efficace:

- **Abris d'urgence** : Mise en place de tentes, réhabilitation des infrastructures pour accueillir les déplacés dans des conditions dignes.
- **Accès à l'eau potable** : Distribution massive d'eau et installation de systèmes de purification pour éviter les épidémies.
- **Nourriture et nutrition** : Assistance alimentaire renforcée aux personnes vulnérables, notamment pour les enfants, les femmes enceintes et les personnes de troisième âge.

2.1. Des soins médicaux et une réponse aux urgences sanitaires pour sauver des vies, particulièrement les enfants.

- **Prise en charge des blessés** : Approvisionnement des hôpitaux en médicaments, matériel médical et renfort de personnel soignant.
- **Prévention des épidémies** : Vaccination, lutte contre les maladies hydriques et mise en place de services d'hygiène et d'assainissement.
- **Soutien psychologique** : Accompagnement des victimes de traumatismes, notamment les enfants et les survivants de violences sexuelles.

2.2. Une protection des populations civiles et des mesures de sécurité appropriées.

- **Lutte contre les violences et violations des droits humains** : Mise en place des mécanismes de protection, renforcement des forces de maintien de la paix et lutte contre l'exploitation des enfants.
- **Protection des femmes et des filles** : Création d'espaces sécurisés pour les victimes de violences sexuelles et renforcement des services de prise en charge.

2.3. Un rétablissement des infrastructures et des services essentiels.

- **Réouverture des services de base** : Restauration de l'électricité, de l'accès à Internet et des moyens de communication pour permettre la coordination de l'aide.
- **Déblocage des routes et accès humanitaire** : Assurer la libre circulation des convois humanitaires et l'acheminement de l'aide.

[5]

2.4. Une réponse d'urgence pour l'éducation.

- **Réhabilitation des écoles** : Délocalisation des déplacés occupant les établissements scolaires et reconstruction des infrastructures détruites.
- **Mise en place d'espaces d'apprentissage temporaires** : Fourniture de kits scolaires, formation d'enseignants d'urgence et organisation de cours adaptés à la situation.
- **Protection des enfants contre le recrutement forcé** : Programmes de sensibilisation, surveillance des groupes armés et intégration des enfants vulnérables dans des activités éducatives et récréatives.

MOBILISONS-NOUS ET DONNONS AU PEUPLE CONGOLAIS DES RAISONS DE CROIRE ET D'ESPERER

Le CEMEACO soutient la perspective internationale du fait qu'elle est la base des solidarités constructives et enrichissements mutuels et se focalise avec une attention particulière sur l'éducation à la paix afin de construire un monde juste, démocratique et solidaire.



Fait à Kinshasa, le 01 Février 2025

Emmanuel KAZADI TSHISHIKU

Vice-Président CEMEACO et Membre du Conseil
d'Administration FICEMEA